

## **Pourquoi se mobiliser pour la visite d'Arnold Migus, directeur du CNRS, à Toulouse le 29 et 30 janvier 2007 ?**

Arnold Migus, Directeur Général du CNRS, viendra à Toulouse les 29 et 30 Janvier 2007. Il est important que nous puissions lui montrer notre potentiel de mobilisation, car seul le rapport de force paye !

**Les organisations syndicales vous demandent de venir nombreux  
le lundi 29 janvier à 16h devant la délégation, 16 av E. Belin.**

Dans la presse, les attaques contre la recherche publique reprennent avec une violence inégalée. Les remèdes proposés :

- plus de flexibilité pour les personnels et les jeunes diplômés,
- plus d'assujettissement aux exigences du patronat pour les thématiques de recherche,

ont déjà prouvé leur nuisances. Qu'importe, si la saignée affaiblit le malade, c'est encore une saignée que l'on nous propose.

**Sur les salaires :** le blocage du pouvoir d'achat est quasi-total. La prime de fin de grade s'est transformée en prime de fin de corps et ne sera payée qu'en mars 2007 pour l'année 2006. Ce changement élimine quelques milliers de collègues : car, en dehors des CR, il y a peu d'agents bloqués depuis plus de 5 ans au dernier échelon de leur corps

**Sur l'emploi :** le gouvernement a fait inscrire dans le budget 2007 la création potentielle de 50 postes de chercheurs et 150 postes d'ITA. Dans un premier temps, le CNRS n'a créé que 3 postes nouveaux de Chercheurs et 25 postes d'ITA, ainsi que plus d'une centaine de postes de CDD. Après diverses interventions des syndicats et des parlementaires de l'opposition, le CNRS a annoncé la mise au concours de 75 postes d'ITA supplémentaires. Mais aucun nouvel effort n'a été fait pour les chercheurs. Pour tenir les promesses, il aurait fallu 47 postes de chercheurs et 50 postes d'ITA supplémentaires. La direction du CNRS porte aussi sa part de responsabilité, en favorisant l'embauche de CDD sur budget d'Etat au détriment des postes de titulaires.

Ce premier recul n'est pas à négliger, mais une plus forte mobilisation des personnels aurait sûrement eu pour effet de récupérer un plus grand nombre de postes !

**Sur les carrières :** Malgré les effets d'annonce aucune mesure :

- Où est l'amélioration du statut pour les chercheurs, (surtout pour les CR1) et les ITA ?
- Où en sont les campagnes de promotions pour les chercheurs et les ITA, alors que de tous les cotés le mécontentement sur les carrières grandit ?

- Le CNRS ne veut pas utiliser l'ensemble des possibilités statutaires pour la prochaine campagne de promotion des ITA. Après intervention des syndicats, la direction du CNRS consacra 4,2 millions d'euros aux promotions 2007, pour une masse salariale de 1660 millions d'euros. L'ensemble des possibilités statutaires aurait eu un coût de seulement 4,7 millions. Là aussi, une plus grande mobilisation aurait permis d'aller au maximum des possibilités ouvertes par le statut.

**Sur les payes de janvier :** La réforme de la gestion du CNRS et la mise en place des logiciels SIRHUS et BFC retarde la paye de janvier pour tous et de nombreux non titulaires et boursiers risquent eux de ne pas être payés fin janvier. Exigeons que tout soit fait pour qu'ils ne pâtissent pas de cet état de fait.

**Sur le budget :** Ce n'est pas un bon budget. La subvention de l'Etat stagne. Dans ce contexte, le soutien de base aux laboratoires va baisser de 2,4% en moyenne en 2007. Seul le jackpot des contrats de l'ANR permettra à certaines équipes de lancer de nouveaux programmes au prix d'un formidable développement de la précarité. En 2007 le CNRS prévoit 2200 équivalents temps plein sur contrat de recherche en CDD au lieu de 560 en 2004.

**Sur le PACTE :** N'oublions pas que les nouveaux dispositifs d'organisation de la recherche font peser de véritables dangers sur les personnels des EPST et des universités (cf AERES, PRES, RTRA, Pôle de compétitivité etc.). Déjà, l'article 22 de la loi de modernisation sociale permet aux établissements publics et entreprises de mettre leur personnel à disposition les uns des autres au sein des pôles de compétitivité. Aujourd'hui rien ne s'oppose, si ce n'est le rapport de force syndical, à ce que des personnels circulent contre leur gré de labo en labo au sein des pôles de compétitivité. Dans ces nouvelles instances, la démocratie est mise à mal : la proportion d'élus est inférieure à 30%.

**En étant nombreux pour « accueillir » Migus, nous montrerons à la direction du CNRS, qu'elle ne peut pas « gouverner » à l'encontre des intérêts des personnels.**